

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Conférences C. G. T.
dans l'automobile
et l'aéronautique
(P. -7)

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

N° 77 — 1^{re} QUINZAINE DE FEVRIER 1958

BI-MENSUEL : 30 fr.

La leçon de l'élection partielle de Marseille : Les masses veulent une politique de combat

DES dollars et une loi-cadre pour l'Algérie, c'est à quoi rêvait Gaillard avant de pouvoir s'embarquer vers des projets compliqués d'une réforme constitutionnelle, qui ferait de l'Assemblée nationale un parlement-croupion et de lui un Premier ministre promu à une durée exceptionnelle. Les Américains ont accordé 655 millions de dollars, sans

conditions politiques assure-t-on... Sauf, bien entendu, l'installation en France des rampes de lancement pour fusées qui s'envoleraient mieux que les Vanguard. Les Américains ont accordé les dollars, car la France est l'homme malade de l'Europe, et ils ne peuvent à aucun prix permettre à la situation de s'y détériorer de façon dangereuse pour l'ordre capitaliste.

La loi-cadre a été étreinte autant que possible par la droite qui voulait être absolument sûre de la rendre inoffensive et qui a tout de même trouvé ainsi le moyen de faire passer ce texte pour quelque chose de bénéfique à des « gauches » qui, quelques mois plus tôt, ne voulaient pas en entendre parler.

Au moment où s'engage une longue discussion sur la réforme de la Constitution et la loi électorale, dont personne ne peut s'aventurer à dire où elle aboutira, le gouvernement Gaillard voit surgir de nouvelles difficultés. Nous ne parlons pas de cette sordide histoire du « moral de l'armée », dans laquelle les généraux montrent beaucoup plus de stratégie autour du tableau d'avancement qu'ils n'en auront jamais sur un champ de bataille. C'est encore la révolution coloniale qui porte de nouveaux coups. Derrière l'Algérie se profile la révolte montante de l'Afrique noire. Après le Kamerun, le Dahomey. Et ce n'est qu'un début. La « loi-cadre Defferre » est déjà dépassée, et ce n'est pas un projet Mitterand qui garantira l'ordre impérialiste.

..

Il est vrai que l'année 1958 paraît avoir commencé en toute quiétude pour la bourgeoisie française du côté de la classe ouvrière française. Malgré une hausse extraordinaire des prix, entraînant un avilissement très sensible du niveau de vie, il n'y a pas eu de reprise des mouvements de grève depuis la flambée d'octobre-novembre. De ce point de vue peuvent paraître justifiés les manifestations de découragement et les propos d'impuissance que l'on perçoit dans des milieux d'avant-garde ou progressifs. Quand Claude Roy dit que le jugement d'Amrouche et des Algériens sur la gauche française est en substance juste, il exprime ce sentiment grandissant que la gauche ne fait que parler et que ses propos sont sans conséquence autre que de servir d'alibi pour une politique réactionnaire déchaînée. Ce sentiment est sain, car il forcera à chercher une issue à une situation insupportable.

Ce sentiment qu'on n'a rien fait et qu'il faut faire quelque chose se développe parallèlement à de profondes tendances dans les plus larges masses, qui préparent un renouveau. Ces tendances se sont exprimées dans l'élection partielle de Marseille où la proportion des abstentions fut celle normale pour une élection partielle. Rappelons quelques faits. Janvier 1956, la victoire électorale de la gauche rapidement tourna court à la suite de la capitulation de Guy Mollet devant la manifestation fasciste d'Alger et la trahison du P.C.F. votant les « pouvoirs spéciaux » et abandonnant les manifestations des rappelés. Le découragement qui s'ensuivit (accentué par la défaite de la révolution hongroise) s'exprima dans l'élection partielle

Pierre FRANK.

(Suite en dernière page.)

Vers une nouvelle étape dans la lutte contre la guerre d'Algérie

Le gouvernement français, et la presse qui dépend de lui, accordent une large publicité à l'affaire des quatre soldats français capturés par l'Armée de Libération Algérienne. Excellente occasion de semer un peu d'angoisse parmi les familles des jeunes du contingent ! Occupée du sort des prisonniers, peut-être l'opinion française cessera-t-elle de se poser des questions sur le déroulement de la guerre et les méthodes de pacification.

Les services de propagande officiels risquent cependant d'en être pour leurs frais. Les dirigeants du F.L.N. résidant à Tunis ont en effet affirmé à plusieurs reprises qu'ils étaient prêts à échanger les quatre soldats français contre Djamilia Bouhired et quatre de ses compagnes, condamnées à mort.

En d'autres termes, le sort des prisonniers français est entre les mains du gouvernement Gaillard.

Libérer Djamilia Bouhired ? Ce serait seulement faire œuvre de la plus élémentaire justice. La jeune révolutionnaire algérienne a été condamnée à mort sans l'ombre d'une preuve : malgré les tortures, elle a toujours refusé de reconnaître sa participation à des attentats. Elle est menacée de l'échafaud pour délit d'opinion, pour avoir eu le courage de crier aux juges sa confiance dans la

victoire du peuple algérien. Voilà ce qu'il en est de la justice et de la démocratie sous le règne de La-coste.

Mais pourquoi un tel entêtement, un tel mépris des vies humaines, un pareil désintérêt pour le sort des jeunes Français prisonniers ? La justice française ne manque pourtant pas d'humanité : ne vient-elle pas d'arracher à la mort l'ancien curé d'Uruffe, violeur et assassin ? Ne voit-on pas dans la presse de fiers penseurs réclamer l'abolition de la peine de mort ?

Ceux qui tiennent ce genre de raisonnement sont bien ignorants des choses de la justice en démocratie bourgeoise. Il faut sauver la tête du criminel d'Uruffe, car il porte la soutane. Son crime rejallit plus ou moins sur ses confrères ; or, dans la France libre-penseuse, l'Eglise reste une des institutions essentielles pour la stabilité sociale. Il est nécessaire, par contre, d'exécuter Djamilia Bouhired, innocente de tout délit grave. Par son courage, sa résistance, ses déclarations, elle est devenue le symbole de la lutte du peuple algérien pour son indépendance. A la trappe donc les con-

Jean ROBLIN.

(Suite en dernière page.)